

«On ne peut pas bouger sinon les budgets ne tiennent plus la route.»

Didier
Reynders

MARTIN BUXANT

Alors que les syndicats organisent lundi une nouvelle grève tournante — qui paralysera cette fois Bruxelles et les deux Brabants —, le vice-Premier ministre libéral Didier Reynders estime qu'il existe une «*marge de négociations*» pour la concertation

sociale. Du moins sur la mise en œuvre des mesures décidées par le gouvernement fédéral. Mais «*les objectifs vont être maintenus*», dit-il. «*L'idée qu'on va devoir travailler plus longtemps, elle va rester. L'idée qu'on va tou-*

cher au crédit-temps, elle va rester aussi. Le saut d'index, il va rester», avertit Reynders. On doute que les syndicats bondissent de joie... Mais pour Didier Reynders, c'est une nécessité. «*On ne peut pas bouger sinon les budgets ne tiennent plus la route*», prévient-il.

Et ce n'est peut-être pas encore fini. «*Je crois que le prochain contrôle budgétaire sera un contrôle non pas pour distribuer mais pour resserrer encore quelques liens*».

Alors qu'un «*tax-shift*» est réclamé par de nombreuses voix, y

compris par le CD & V, au sein du gouvernement, Didier Reynders tempère. «*Je veux bien discuter d'un éventuel impôt sur les plus-values*» mais seulement «*après une réforme fiscale qui allégera les impôts qui pèsent sur le travail*».

Enfin, alors qu'une nouvelle «*affaire Jambon*» a secoué le monde politique cette semaine, Reynders recadre: «*Les déclarations intempestives des ministres N-VA, ça suffit. Mais revenir sans cesse avec les mêmes vieilles enquêtes sur le passé, ça suffit aussi.*»

LIRE EN PAGES 2, 4 ET 5

Didier Reynders

«On ne va pas mener une politique de gauche pour faire plaisir à l'oppos

EXPRESS

«*Il existe des marges de négociation dans l'accord de gouvernement mais le tout est maintenant de savoir si ces grèves ne sont pas politiques: a-t-on en face du gouvernement des gens qui veulent véritablement négocier?*»

«*Je veux bien discuter d'un éventuel impôt sur les plus-values, etc. Mais ce sera après une réforme fiscale qui allégera les impôts qui pèsent sur le travail et après qu'on aura démontré comment financer cette réforme. On a échappé à des impôts pendant*

quinze ans avec les socialistes au gouvernement, ce n'est pas pour les inventer aujourd'hui.»

«*Les déclarations intempestives des ministres N-VA, ça suffit. Mais revenir sans cesse avec les mêmes vieilles enquêtes sur le passé, ça suffit aussi.*»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, qui observait le silence sur les affaires gouvernementales depuis sa nomination, sort de sa réserve pour «*L'Echo*». Didier Reynders (MR) is back.

Lundi, troisième journée d'action syndicale: Bruxelles sera paralysée. Quel est votre message?

Je crains, un, que jusqu'au 15 décembre, ce soit peine perdue et qu'on doive vivre avec ce plan d'action syndical qui a été décidé. Je souhaite qu'on puisse ensuite retrouver le chemin d'une vraie concertation sociale. Il y a déjà certaines adaptations qui sont faites, par exemple par le ministre des Pensions Daniel Bacquelaine, aux mesures de retraite — pour bien tenir compte des situations. On n'a jamais décidé que des gens qui ont 62 ans vont devoir travailler trois ans de plus, on doit avoir des mesures transitoires. À côté de cela, on doit remettre le groupe des 10 en-

semble, ça va se faire la semaine prochaine. Enfin, il y a aussi une négociation entre patrons et syndicats: là, il faut voir quels engagements les fédérations patronales sont prêtes à prendre par rapport aux baisses de charges, au saut d'index, etc. Je ne dis pas qu'on peut fixer le nombre d'emplois qui vont être créés, mais on peut préciser les efforts de formation et d'innovation qui vont devoir être faits par les employeurs. Il y a des marges de manœuvre.

Sur le saut d'index également?

Oui, la mesure a été décidée, mais bien souvent, les modalités doivent être discutées dans les secteurs par les différents partenaires. Reprenons le chemin de la concertation. Ceci dit, il s'agit maintenant de voir si tout le monde y met de la bonne volonté. Est-ce que certains syndicats ne sont pas en train de mener une grève politique?

On est dans des grèves politiques?

C'est difficile à dire à ce stade. Quand j'entends la FGTB, je n'ai pas l'impression que l'ouverture soit très grande. On va voir après le 15 décembre. L'accord de gouvernement prévoit des espaces de négociation.

Vous qui avez vécu le gouvernement Martens-Gol de l'intérieur: est-ce que la contestation est la même aujourd'hui?

Non, le contexte est très différent. À l'époque, il y avait la dévaluation, les socialistes faisaient la grève du gouvernement!, la sidérurgie était en restructuration, les charbonnages du Limbourg, on avait des conflits sociaux portant sur des fermetures dans des secteurs entiers. Le problème est chaque fois de voir si on a en face de nous des partenaires qui laissent de l'espace à la négociation. Kris Peeters essaye de renouer les contacts, il fait des propositions...

Qui sont rejetées par les syndicats...

Bon, il ne faut pas se tromper non plus: les objectifs vont être maintenus. L'idée qu'on va devoir travailler plus longtemps, elle va rester. L'idée qu'on va toucher au crédit-temps, elle va rester aussi. Le saut d'index, il va rester. D'ailleurs, la Fédération Wallonie-Bruxelles ne réglerait pas son budget, la Flandre et la Wallonie non plus, si on ne faisait pas un saut d'index. On ne peut pas bouger sinon les budgets ne tiennent plus la route. Je crois en outre que le prochain contrôle budgétaire sera un contrôle non pas pour distribuer mais pour resserrer encore quelques liens. Il y a donc une marge de manœuvre, mais inutile de laisser rêver les gens non plus.

Est-ce que le cas de la N-VA et de Jan Jambon vous ennuie?

Je vais répondre très franchement: on ne peut plus se permettre de nouvelles déclarations de la part des ministres N-VA — que ce soit Jan Jambon ou Theo Francken, ça ne peut plus se produire. Ce n'est pas utile et ça doit s'arrêter. Mais les documents et les déclarations du passé, il y a eu une réponse claire là-dessus au Parlement il y a deux mois

déjà. On veut bien discuter des mesures, des pensions, du saut d'index, mais chaque semaine, devoir revenir sur le même passé, ça n'a pas de sens. J'admets que le gouvernement doit mieux organiser sa communication, c'est normal, c'est le début. Mais le problème, c'est aussi une partie de l'opposition qui, après 25 ans au pouvoir, a du mal à se faire à un autre rôle. Mais je suis très clair: les déclarations provocantes de la N-VA, ça doit aussi s'arrêter. Mais revenir sans arrêt avec des enquêtes sur le passé... On retouille tout le temps dans le même passé.

La politique de la chaise vide qu'a pratiquée l'opposition jeudi au Parlement, qu'en pensez-vous?

Cela n'a pas de sens. Le président de la Chambre doit encore se perfectionner, c'est clair aussi. J'ai été chef de groupe dans l'opposition, je sais que quand on demande une suspension de séance, en général, on l'accorde. Mais l'image est mauvaise: l'opposition recherche les incidents sur de la procédure. Ce que je remarque enfin, c'est le clivage: quand la Flandre et Krosno Calvo demandent des chiffres sur le budget, on a Onkelinx qui demande une déclaration sur la Seconde guerre mondiale.

Un des points sur lesquels votre partenaire du CD&V insiste beaucoup, c'est obtenir un tax-shift. Qu'est ce que vous en pensez?

C'est prévu dans l'accord de gouvernement, mais pas pour maintenant, pas dans le cadre du budget 2015. Ensuite, je suis très clair et catégorique: pour moi, un tax-shift, c'est une baisse de la fiscalité sur le travail. Et jusqu'ici,

je dois bien avouer que j'ai surtout vu différentes pistes pour augmenter les impôts voire pour en créer de nouveaux. J'attends une vraie proposition — on en a au MR — pour une vraie diminution de la fiscalité sur le travail, et ensuite on va voir ce qui est possible pour le financement de ces mesures. On peut examiner une fiscalité environnementale ou sur le capital, mais je veux d'abord voir comment on va baisser la taxation du travail. On nous montre des pistes de taxation des plus-values boursières ou des voitures de sociétés, je pense que c'est prendre les choses à l'envers.

Mais le CD&V veut un symbole avec cette taxation des plus-values boursières!

La fiscalité, ce n'est pas de la symbolique, c'est des euros concrets. Ce qu'on a prévu dans l'accord de gouvernement, c'est de voir comment on peut mettre en œuvre une vraie réforme des impôts sur le travail. Cela doit se faire via des économies budgétaires et s'il le faut par des glissements de fiscalité. Donc, si on veut avancer, la première chose, ce sont des propositions du ministre des Finances pour baisser les impôts sur le travail. Ensuite, comment financer cette réforme. On ne va pas lever un nouvel impôt juste pour faire plaisir aux syndicats le premier jour du gouvernement.

Vous ne lâchez rien au CD&V, là...

J'ai été quinze ans au gouvernement avec le VLD et le PS, dont presque treize ans ministre des Finances. Vous pensez bien que je ne vais pas commencer maintenant à accepter toute une série de fantasmes socialistes alors que les socialistes sont dans l'opposition. Soyons logiques: on ne va pas accepter aujourd'hui des mesures que les socialistes n'ont jamais pu faire accepter même quand ils étaient au gouvernement.

Est-ce qu'il faut taxer les voitures de société?

C'est aussi un débat pour rien: à quoi servent les avantages professionnels sur les voitures, les ordinateurs ou les smartphones? Simplement à donner une rémunération complémentaire à un coût moindre parce que les impôts sont trop élevés. Si on devait dire aux gens, plutôt que vous donner une voiture de société, on vous donne le salaire net équivalent — voire une aide au logement —, on pourrait alors toucher à cet avantage. Si les montants restent les mêmes, peut-être que les gens se battraient moins pour avoir un top autoradio dans leur voiture de société. C'est ça, le tax-shift. Si on peut donner du net aux gens à la place de leurs avantages, je suis d'accord. Le problème, c'est que les socialistes et les Ecolo veulent juste une nouvelle recette fiscale. En fait, ils démarrent à l'envers en disant ce qu'ils vont taxer et puis ils oublient le shift de taxation...

Vous vous attendiez à une opposition politique aussi dure?

J'ai relu les premiers chapitres de la Constitution. Aucun des articles n'interdit de mettre en place une majorité de centre-droit. C'est autorisé, si on a une majorité au Parlement. Ce n'est parce que la gauche a un autre programme qu'on va dire «excusez-nous, on va abandonner le programme de gouvernement, on s'était trompé, on voulait faire quelque chose au centre-droit mais comme vous le demandez, on va aller à gauche». Non. Pendant quinze ans, j'ai dû trouver un équilibre avec des socialistes et ça s'est pas trop mal passé, mais maintenant c'est fini...

Vous regrettez les socialistes?

Non. Un des avantages, c'est qu'ils respectaient leurs accords. Mais aujourd'hui, leur démarche, c'est de penser qu'on va changer notre politique. Qu'on nous laisse au moins essayer de mettre en œuvre cette politique-ci. On est persuadé que ce que nous faisons maintenant est la meilleure manière d'assainir les finances publiques et créer de l'emploi. Et ça prend du temps. Après deux ou trois ans, j'entendrai les critiques. Mais pas après deux mois, SVP! Qu'on arrête un peu les caricatures. On ne passe pas du communisme au néolibéralisme, on fait un petit glissement. Et les mesures les plus dures, dont on sentira l'effet en janvier, elles ont été prises par la sp.a Monica De Coninck et le Premier ministre PS Elio Di Rupo. Moi, je les assume, mais c'est quand même un peu bizarre de voir que ceux qui les ont prises se retrouvent à manifester dans la rue.

Le PS est poussé vers l'extrême-gauche par le PTB?

Ce n'est pas neuf. Et quand je vois les mesures qui sont prises en Région wallonne sur les titres-services, par exemple, là je vois une attaque en règle directe contre la classe moyenne. On diminue la facilité des gens qui travaillent à avoir une aide à la maison, on s'en prend à l'accès des femmes au travail car c'est elles qui sont visées en premier par cette mesure, et on s'en prend enfin au statut social des travailleurs du secteur, qui risquent de retourner vers la précarité. Et on va

revivre un retour vers la fraude.

Les ministres MR sont inexpérimentés et ne laissent pas une impression terrible...

Oui, mais je compense. (Rires) Il faut nous laisser quelques mois pour bien démarrer. A chacun des ministres à monter qu'il est capable de gérer ses dossiers.

Comment jugez-vous la manière dont le Premier ministre Charles Michel fait son job?

Son rôle est essentiellement de faire respecter ce que chacun a obtenu dans l'accord de

gouvernement, on a pu préparer le budget 2015 et la loi-programme sans grande difficulté, il n'y a pas eu de débat. Les vrais débats commenceront à partir du contrôle budgétaire de l'année prochaine. C'est normal que Charles Michel soit Premier ministre, c'est lui qui a porté le choix d'essayer cette formule de coalition lors de la formation gouvernementale, ce n'était pas si évident. Moi je suis vice-Premier, ministre des Affaires étrangères et j'ai en outre une solide casquette bruxelloise avec Beliris, je peux vous dire que c'est passionnant.

«Les mesures de rétorsion russes touchent de plein fouet nos entreprises»

Pourquoi choisir ce moment pour partir en mission en Ukraine et en Russie?

Il y a plusieurs raisons, mais la première d'entre elles est que nous présidons actuellement le comité des ministres du Conseil de l'Europe, un Conseil de 47 États. Cela nous permet d'être présent dans des zones de conflits ou dans des pays où des problèmes de droits de l'Homme se posent. Le débat sur la Russie et l'Ukraine est au cœur des travaux du Conseil de l'Europe. J'ai dit dès le départ que je ferais une mission à Kiev et à Moscou: c'est ce que je fais à partir de ce dimanche. En Ukraine, il faut travailler à la décentralisation de l'État afin que tout le monde se sente à l'aise dans l'organisation du pays. C'est notre rôle à la présidence du Comité ministériel.

Et qu'allez-vous dire en Russie?

Je vais donc à Moscou, où je vais, entre autres, rencontrer mon homologue Sergueï Lavrov, non seulement pour aborder le dossier ukrainien, mais aussi par exemple le dossier syrien ou celui du nucléaire iranien. La Russie a un rôle à jouer dans ce cadre-là, c'est évident. Sur l'Ukraine, le but est de faire bouger Moscou, pas de se couper de Moscou. On doit voir quel type de contacts on garde avec la Russie. Il y a des sanctions qui existent aujourd'hui contre la Russie, mais je le dis: on doit faire attention aux mesures de rétorsion; elles touchent nos entreprises de plein fouet. Dans le secteur du porc et des bovins, par exemple. Ainsi a-t-on décidé vendredi au gouvernement d'exonérer le secteur de paiement au fonds dioxine: c'est une enveloppe de 7 millions d'euros qui est nécessaire pour aider un secteur qui est touché par l'embargo russe.

Concrètement, qu'attendez-vous de Moscou dans le dossier ukrainien?

On condamne l'annexion de la Crimée, on veut que Moscou revienne aux principes qui régissent la sécurité en Europe. Nous

allons donc mettre sur la table le protocole de Minsk, qui induit un contrôle du cessez-le-feu. On va aussi voir comment on peut monitorer sur le terrain le contrôle de cette trêve. Troisième point: le contrôle des frontières. On utilisait des drones civils autrichiens mais ils se sont fait attaquer. On veut maintenant utiliser des drones militaires mais on doit voir avec la Russie comment procéder. C'est une frontière où on a d'un côté des Russes et de l'autre côté des séparatistes pro-russes, c'est donc tout sauf évident, en termes d'accès notamment. On a besoin de l'accord des Russes; ce contrôle doit se décider dans le consensus. Cela peut paraître mineur comme avancée, mais si on obtient déjà cela, c'est un fameux pas.

Les sanctions en place contre la Russie suffisent-elles ou voulez-vous les renforcer?

Pour l'instant, on a chaque fois augmenté le nombre de sanctions individuelles. Quand il y a des séparatistes repérés dans l'Est, on travaille sur le gel des avoirs. Pour ce qui est des sanctions économiques, on peut les examiner mais il faut aussi être prêt à les diminuer si on voit des évolutions positives sur le terrain. A ce stade, les sanctions actuelles ont de toute façon déjà un effet.

Elles font plonger l'économie russe?

Oui, elles sont durement ressenties et couplé avec la descente des prix pétroliers, cela a un effet très important. Le rouble vient de perdre un quart de sa valeur... Mais il faut bien se rendre compte que les Américains et les Européens n'ont pas la même relation à la Russie. Les Américains poussent à durcir les sanctions, mais leurs échanges commerciaux ne représentent que 10% du commerce européen avec la Russie. Donc, c'est clair, on subira les mesures russes de rétorsion beaucoup plus fort. On ne peut

pas s'aligner sur les Américains. Tant en Flandre, avec le diamant, qu'en Wallonie, avec la sidérurgie, il y a des secteurs dont les exportations ont beaucoup à perdre si les Russes prennent des contre-mesures. Donc, je suis très clair, le but n'est pas que l'Europe se tire une balle dans le pied en prenant des sanctions à tort et à travers. L'objectif n'est pas de pénaliser nos propres entreprises. Et Washington ne doit pas être le seul canal de communication avec la Russie, voilà pourquoi je suis aussi un des premiers à retourner à Kiev et à Moscou.

Mais en même temps, on ne peut pas laisser les Ukrainiens livrés à eux-mêmes!

Évidemment, on a le conflit qui est probablement le plus important en Europe depuis la fin de la guerre froide. Le but de ma démarche, c'est la désescalade, c'est de faire diminuer la tension. Il y a un drame humanitaire qui se déroule pour le moment dans l'Est de l'Ukraine, où il fait très froid, où il n'y a ni eau ni électricité.

Vladimir Poutine vient de comparer l'Occident à Hitler, vous n'avez pas peur de ce que parler de sanctions fasse vraiment basculer la Russie dans une autre dimension?

Il faut faire la part des choses entre les déclarations publiques et la réalité. Les sanctions produisent un effet sur le régime — puisque les produits énergétiques sont ciblés.

Vous étranglez les Russes...

On fait pression, car il ne faut pas se tromper: il y a une annexion de la Crimée, il y a toujours le conflit gelé de Géorgie, il y a l'Abkhazie et la Transnistrie. On ne peut pas laisser se développer une logique russe qui consisterait à dire que Moscou va régler tous ses problèmes par la voie militaire, en violant l'intégrité territoriale des pays voisins.